



Fédération Régionale des Associations
Contre le Train en zone Urbaine et
pour le Respect de l'Environnement

LETTRE OUVERTE A MONSIEUR LE PREFET DE REGION, MESDAMES, MESSIEURS LES GRANDS ELUS DE L'AGGLOMERATION DE LYON

Quand l'Etat abandonne la 2^{ème} agglomération de France... ,

Quand on conçoit une maison d'une certaine taille, on est obligé de faire appel à un architecte ou à un constructeur et de respecter un cadre de cohérence (PLU).

Quand on conçoit un quartier ou une ville, on fait appel à un urbaniste.

Mais quand on traite de l'évolution des mobilités de ses usagers, des risques, de la protection contre la pollution de la 2ème agglomération de France, on ne met aucun cadre.

On laisse les différentes chapelles politiques à la tête des différentes collectivités, s'opposer ou, à tout le moins, ne rien faire ensemble et donc n'avoir aucune vision globale et ne pas unir leurs forces pour faire avancer le projet d'agglomération.

Pourtant plein de ressources, capable de se coordonner, de construire une vision partagée, ce territoire n'est que compétition entre les élus décideurs.

Chaque projet y est abordé verticalement par des maîtrises d'ouvrages différentes, parfois en étant même scindé en deux ou trois (CFAL Nord et Sud et franchissement du Rhône, PPRT Vallée de la Chimie/étude de danger de Sibelin, élargissement A46 Sud/aménagement Givors-Chasse-Ternay + franchissement du Rhône).

...ses citoyens décident de désertier le débat voire d'y faire obstacle...,

La présidente de la Commission Nationale du Débat Public (CNDP) , Chantal Jouanno, disait en 2019 à l'issue du débat public sur le nœud ferroviaire lyonnais :

« Pour nous, ce qui est le plus frappant c'est qu'on est sur le nième débat sur un projet de transport sur ce territoire, beaucoup de projets antérieurs n'ayant jamais vu le jour, ou étant dans des phases de décision qui échappent à tout le monde.

Là, nous ce qu'on dit, c'est que vous devez prendre une décision extrêmement claire, vous acteurs politiques, décideurs, sur ce que vous allez faire de ce nouveau projet, si vous le poursuivez ou pas, à quelle échéance et ce que vous allez faire des autres projets.

A défaut, ce n'est pas la peine de mobiliser une nouvelle fois le public de cette région autour d'un projet de transport parce qu'il ne viendra pas. »

Monsieur le Préfet de Région, mesdames/messieurs les grands élus de ce territoire, nous vous demandons de vous mettre autour d'une table pour construire une vision pour ce territoire, ses mobilités, la lutte contre la pollution, contre les risques. De convenir, au-delà des clivages politiques, des ressources à mobiliser ensemble pour répondre aux attentes des usagers et des citoyens ?

Tant que ce ne sera pas le cas, nous nous opposerons à toutes ces concertations, consultations, voire y ferons obstacle puisqu'elles sont le fait d'une maîtrise d'ouvrage verticale qui non seulement n'a qu'une vision très parcellaire du territoire au travers de son projet mais en plus est juge et partie.

La concertation sur l'élargissement de l'A46 Sud n'échappe pas à cette absence de vision globale et au saucissonnage : elle ne concerne qu'un des 11 projets de notre territoire, elle n'envisage même pas de solutions alternatives sur les mobilités collectives qui nous font tant défaut.

Pire :

- La procédure proposée, bien qu'organisée par la CNDP, ne sera pas un débat public. Elle nous l'a refusé !
- Quand il s'agit d'une concertation publique, les faits précédents prouvent que cela aboutit rarement à un changement de position du maître d'ouvrage.
- Cette procédure se déroulera pendant l'été, après 16 mois de crise sanitaire, donc avec un taux de participation qui s'annonce très faible.
- Un projet déjà dépassé : né d'un décret de 2015 (près de 6 ans) lié à un plan de relance et d'une politique métropolitaine de mobilité qui a totalement changé depuis.
- Dont la fonction n°1 serait d'absorber les flux de transit, alors que les experts préconisent de les séparer des flux locaux, parce que des élus de la Métropole ont transformé l'A6/A7 en la déclassant afin de se débarrasser de ce trafic chez les autres.
- En dehors du nœud de Manissieux, la concertation ne portera que sur l'élargissement mais sans alternative, sans aucune étude d'impact notamment sur la pollution.

Nous ne prendrons donc pas part à ce simulacre de démocratie et nous mobiliserons pour qu'il n'ait pas lieu en l'état.

...et se mobilisent pour ne plus être une zone blanche du point de vue des mobilités ni le périmètre d'étude de x projets disjoints conçus par le petit bout de la lorgnette et sans eux.

A l'instar de ce qu'il s'est fait dans l'Ouest Lyonnais depuis l'abandon du projet A45 (groupes de travail autour de 6 thèmes et 400 M€ de travaux à la clé), nous demandons au Préfet de Région de piloter une démarche avec tous les acteurs concernés (Région, Métropole, parlementaires, communes et associations) pour construire un VRAI projet de territoire et aboutir à un programme de travaux à court ou moyen terme (pour rappel le budget évoqué par Vinci pour l'A46 Sud est de 250 M€ de travaux).

Dans une vision globale, il n'y a pas de déclassement sans solution alternative pour le trafic de transit, il n'y a pas de projet sans étude d'impact, le CFAL, le TER, le Plan de Protection de l'Atmosphère et les risques industriels sont au cœur des débats et il n'y a pas de saucissonnage des projets. C'est l'esprit de la loi LOM qui a instauré et outillé cette organisation globale des mobilités.

Il est maintenant temps d'impliquer tous les échelons pour construire cette vision globale de la mobilité en y intégrant les enjeux de réductions de la pollution et des risques industriels.

Veillez agréer Monsieur le Préfet, mesdames, messieurs les Grands Elus, nos sincères salutations.

Pour la Fédération FRACTURE, le Président Gilles Renevier.